

Le développement a-t-il un avenir ? (pour une société économe et solidaire)

ATTAC

(édition Mille et une nuits, août 2004)

Notes de lecture

(Jean-Paul Allétru, décembre 2004)

Pour avoir longtemps appelé de mes vœux une synthèse entre les préoccupations écologiques, altermondialistes, et sociales (voir en particulier mes éditoriaux de la lettre Citoyen du monde à Montrouge: numéros 1, 2, 10, 11) je ne peux que me réjouir de la publication de cet essai, résultat d'une réflexion collective menée par un groupe de travail pluridisciplinaire constitué au sein du conseil scientifique d'ATTAC.

Dans la seconde moitié du XXème siècle, le développement devint une aspiration universelle. Mais cette promesse n'a pas été tenue. S'il y eut des bonds économiques importants, ils s'accompagnèrent de l'accroissement des inégalités. A partir des années 1970, les classes dominantes mirent en œuvre une stratégie consistant notamment à précariser la condition salariale, et à assujettir les pays les plus pauvres à un marché mondial unifié. Le « développement » impulsé par la recherche du profit dégénère en crise écologique mondiale. Le capitalisme n'offre d'autre réponse que d'approfondir encore davantage sa propre logique : faire le pari que le progrès technique sera toujours capable de remplacer ce qu'on aura détruit, privatiser toutes les ressources naturelles et toutes les connaissances humaines.

ATTAC pense que la satisfaction des besoins fondamentaux de tous les êtres humains reste un objectif prioritaire. Mais si celle-ci passe par une certaine forme de développement, celle-ci doit avoir un contenu radicalement différent des politiques précédemment mises en œuvre.

S'agit-il d'un développement « durable » ? Le « développement » a-t-il un avenir ? L'autre monde possible est à inventer, c'est-à-dire à imaginer, concevoir et bâtir.

Pourquoi s'interroger aujourd'hui ?

La pauvreté ne recule pas, et les inégalités s'accroissent.

1,2 milliards de personnes vivent avec moins de 1\$ par jour, et 2,8 milliards avec moins de 2 \$ par jour. Le nombre de sous-alimentés a même augmenté depuis 1995.

L'écart entre les 20% les plus pauvres de la planète et les 20 % les plus riches, qui était de 1 à 30 vers 1960, est passé de 1 à 80. 54 pays sont aujourd'hui plus pauvres qu'en 1990. cependant, l'espérance de vie s'accroît (sauf en Afrique subsaharienne, en raison surtout du sida), et le niveau d'instruction progresse.

La population mondiale compte 6 milliards d'habitants, et devrait se stabiliser vers 9 milliards vers 2050.

La crise écologique se traduit par la généralisation de la pollution (de l'air et de l'eau), et l'épuisement des ressources (et en particulier des sources d'énergie fossiles), dont les plus pauvres sont les premières victimes. Nous rejetons dans l'atmosphère 8 milliards de tonnes

d'équivalent-carbone par an, soit huit fois plus qu'il ne faudrait pour simplement stabiliser les concentrations dans l'atmosphère. L'effet de serre qui en résulte fait peser des menaces redoutables (élévation du niveau des océans, désertification et sécheresse ici, inondations là, ...).

Plus de 250 millions de personnes vivant de l'agriculture sont directement affectés par la désertification, et la subsistance d'un milliard d'individus est en jeu.

Le décalage entre croissance économique et bien-être est flagrant, et mis en évidence par des indicateurs variés.

Une histoire déjà longue

Le développement mêle des aspects inséparables comme la démographie, la production, les techniques, les connaissances, les rapports sociaux, la culture. Il renvoie à une idée de mieux-être.

La croissance désigne l'augmentation de la production évaluée monétairement pendant une période donnée.

Le développement est-il nécessairement lié à la croissance ? Quel sens donner au concept de « développement durable » ?

Le premier millénaire ne connut qu'une croissance faible de la population mondiale : de 231 à 268 millions.

De l'an 1000 à 1820, la population est multipliée par 3,9, et la production par habitant, par 1,5.

Entre 1820 et 1998, la population est multipliée par 5,7, et la production par habitant, par 8,5 (avec de très fortes disparités selon les zones géographiques). Les régions qui ont connu les rythmes de développement économique les plus rapides sont celles où le capitalisme est né (le « centre »); les autres régions (la périphérie) sont celles qui ont été tenues à l'écart de l'accumulation capitaliste, ou, plus souvent, qui ont été soumises à la domination capitaliste imposée par les premières.

Les questions du développement et de la rupture avec le capitalisme du centre et avec les politiques de dépendance induites par la domination impérialiste furent au cœur des révolutions du XX^{ème} siècle, en URSS, en Chine, en Yougoslavie, à Cuba, au Vietnam et au Nicaragua. L'échec de ces révolutions n'est sans doute pas sans rapport avec l'échec de leur mode de développement.

Au sein des métropoles impérialistes, se met en place le modèle fordiste (avec notamment la consommation de masse).

Le mode de développement issu des luttes de libération nationale emprunte largement au modèle soviétique : industrie lourde, réforme agraire, développement du marché intérieur, Etat puissant ; la bureaucratisation et la corruption ont gangrené les sociétés, l'absence de libertés a réduit à néant la crédibilité des régimes.

Dans la foulée du plan Marshall d'aide aux économies européennes dévastées par la deuxième guerre mondiale, « les nations développées se découvrent une nouvelle mission : aider le tiers-monde à avancer sur la voie du développement. Les sauvages d'hier étant les sous-développés d'aujourd'hui, ceux qui, hier, les civilisaient aujourd'hui les développent. La conception ethnocentriste de l'évolution est donc la même. » (*François Partant, la fin du développement, Maspéro, 1982*).

En définitive, l'aide au développement apparaît comme un marché intéressant et comme la bonne conscience des pays riches. Pire, les mécanismes de régulation internationale ne corrigent en rien les prélèvements effectués sur le Sud.

Historiquement, le développement a été mis en œuvre dans le cadre de rapports sociaux capitalistes au sein desquels les finalités humaines et les préoccupations écologiques étaient tellement étrangères qu'il ne pouvait se conduire qu'au détriment des peuples, broyés économiquement, politiquement et culturellement par la logique de l'accumulation du capital et au détriment de l'équilibre des écosystèmes dont la capacité de reproduction est fragilisée ou même compromise.

Les pays de la « périphérie » sont pour les uns simplement « en retard » (sous-développés, ou en voie de développement), pour d'autres, ils sont « dominés » (le pillage des matières premières des colonies et des anciennes colonies est alors dénoncé, de même que les différentes formes de domination internes produites par leurs propres classes dominantes).

En unifiant les conditions de valorisation du capital (avec la libre circulation des capitaux), le capitalisme impulse un développement inégal. A l'origine de leur développement, les pays développés comme l'Angleterre, et les nouveaux pays « émergents », ont su protéger leurs industries naissantes.

Si quelques pays, notamment du sud-est asiatique, ont réussi à amorcer un processus rapide de développement économique, beaucoup d'autres sont restés en marge, voire ont connu une détérioration de leur situation au cours des décennies 1980 et 1990. Cet échec doit être largement mis au compte des plans d'ajustement structurel imposés par les institutions internationales.

La Corée du Sud a connu une croissance accélérée grâce à une planification impériale (s'appuyant sur le système de crédit), à la promotion des exportations et à un protectionnisme total vis-à-vis des importations. (Les cas de l'Algérie, du Nicaragua, et de Cuba sont également analysés).

Dans les années 1980, le « consensus de Washington », c'est-à-dire l'accord implicite du Fonds Monétaire International et de la Banque Mondiale (institutions créées en 1944) pour soumettre toute aide financière à une condition, avait organisé le recul des Etats dans l'organisation, le financement et la mise en œuvre du développement. Celui-ci devait résulter spontanément des actes d'échange privés, dans un marché mondial sans entraves. La recherche de la satisfaction des besoins locaux a cédé la place à la spécialisation imposée par le marché en vertu de la théorie des avantages comparatifs.

Derrière cette nouvelle stratégie se cache en fait l'abandon de toute finalité de développement véritable pour laisser la place à un objectif de constitution d'un marché mondial unifié consacrant le pouvoir d'une finance surpuissante, en profitant du fait que les pays pauvres avaient besoin de financement, puis de refinancement à cause d'une dette en croissance vertigineuse, pour leur imposer des « plans d'ajustement structurels » (libéralisation des prix, privatisation du système bancaire, des entreprises publiques et de la terre, déréglementation du marché du travail, fiscalité anti-redistributive).

L'ampleur des dégâts occasionnés par ces politiques est aujourd'hui reconnue par tous : explosion des inégalités, régression des couvertures sociales, engrenage de la dette.

Devant l'échec complet de l'application du consensus de Washington, un correctif est apporté, celui de la « bonne gouvernance » (sans remettre en cause le libre-échange généralisé) : on demande désormais à l'Etat de mettre en place les bases institutionnelles nécessaires au fonctionnement du marché, ainsi qu'un filet de sécurité minimal pour les plus pauvres : une logique d'équité est substituée à une logique d'égalité et de droits universels.

Cette notion d'équité trouve son origine dans la philosophie libérale américaine qui vise à instaurer des discriminations positives, c'est-à-dire des compensations, pour assurer une couverture minimale aux seuls plus pauvres.

Le concept de « bonne gouvernance » est directement tiré de celui de « corporate governance » qui a présidé à la financiarisation du capitalisme, c'est-à-dire à la captation de valeur par les groupes financiers les plus puissants au profit des actionnaires, au détriment de l'emploi, des conditions de travail et des salaires dans le monde entier. Les projets d'association du capital et du travail par le biais de l'épargne salariale sont le moyen de faire adhérer le salariat à la « corporate governance ».

La montée fulgurante du niveau de la dette des pays du tiers-monde au cours des vingt dernières années est le résultat le plus direct du processus de soumission aux nouvelles règles du marché financier international.

Dans les années 1970, les banques occidentales, disposant d'énormes dépôts de dollars (à cause du déficit de la balance des paiements américaine) octroient massivement des prêts aux pays du tiers-monde, à un moment où la croissance des pays industrialisés s'essouffle. Les taux d'intérêt réels sont bas, car l'inflation est forte. Mais au début des années 1980, les taux d'intérêt augmentent brutalement, alors que le prix des matières premières baisse : le tiers-monde doit recourir à de nouveaux emprunts pour rembourser les précédents. Le Mexique en 1982 annonce qu'il ne peut rembourser sa dette. Les banques états-uniennes, qui ont beaucoup prêté aux pays les plus endettés, sont menacées de faillite. Le FMI et la BM vont alors avoir pour but premier de les sauver (par les méthodes, et avec les conséquences, décrites ci-dessus). Et la dette n'a fait que gonfler : multipliée par 12 entre 1968 et 1980, puis par 4 jusqu'à aujourd'hui. Elle est passée de 50 à près de 2500 milliards de dollars. Le service de la dette (les intérêts) s'est élevé en 1999 à 350 milliards de dollars, alors qu'il suffirait de 80 milliards par an pour assurer l'alimentation, l'eau, les soins gynécologiques et d'obstétrique dans tous les pays pauvres. En 1998, les pays les plus endettés ont transféré vers les pays du Nord 1,680 milliards de dollars de plus que ce qu'ils ont reçu. La gestion de la crise de la dette est l'arme politique majeure de remise au pas des pays du Sud, après l'ère de décolonisation où ceux-ci avaient fait preuve d'indépendance.

Quel avenir ?

La doctrine libérale prône l'introduction des mécanismes du marché dans la gestion écologique de la planète. Cela passe par une privatisation des éléments indispensables à la vie, comme l'eau et l'air. Le protocole de Kyoto met en place un marché des permis d'émission de gaze à effet de serre, qui institue des droits d'usage de l'environnement différents selon la richesse des individus, groupes entreprises, Etats ; et qui soumet la fixation d'un « prix » au comportement spéculatif des marchés.

Faut-il refuser le développement ? Dans le sillage de penseurs comme Ivan Illitch et François Partant, des associations comme La Ligne d'horizon, des revues comme l'Ecologiste et

Silence, des auteurs comme Serge Latouche considèrent « qu'il faut en finir, une fois pour toutes, avec le développement ».

Le premier risque de cette approche est de contester l'universalité des droits humains et de fétichiser les cultures traditionnelles, sans voir que celles-ci peuvent aussi couvrir des rapports de domination (exemple de l'excision).

Le second risque est de magnifier le système de la débrouille dans l'économie informelle, sans voir que celle-ci ne vit qu'aux marges de l'économie officielle. Le politique et le social ne sont pas pensés comme des enjeux entre les classes sociales.

Le mot d'ordre de décroissance immédiate pour sortir du développement a le tort de loger tous les habitants à la même enseigne, en oubliant les innombrables inégalités qui existent aujourd'hui et les immenses besoins sociaux qui restent à satisfaire. Il n'y a aucune raison de ne pas continuer à appeler développement la possibilité pour tous les habitants de la terre d'accéder à l'eau potable, à une alimentation équilibrée, aux soins et à l'éducation. (Mais ceux qui prônent la décroissance sont en fait en accord là-dessus).

Le développement dont on voit les dégâts aujourd'hui n'est pas simplement le productivisme engendré par le progrès technique et l'illusion scientifique. Il est historiquement lié à l'accumulation capitaliste au profit d'une classe minoritaire et l'atténuation des tensions sociales au centre (dans les pays dits développés) est obtenue par l'intensification des relations de dépendance et le sous-développement à la périphérie (les pays dits « en voie de développement »). Dissocier la critique du développement de celle du capitalisme dont il est le support reviendrait à dédouaner celui-ci de l'exploitation conjointe de l'homme et de la nature. La notion d'après-développement n'a aucune portée si celui-ci n'est pas simultanément un après-capitalisme. Cette perspective implique l'élaboration de transitions afin que l'invention de rapports entre les hommes soit une œuvre démocratique.

Le projet de construire un « autre monde possible » s'articule autour de la priorité donnée à la satisfaction des besoins essentiels et des autres besoins pour autant qu'ils ne mettent pas en péril les équilibres des systèmes vivants environnants, qu'ils soient exprimés démocratiquement et que tout être humain puisse y prétendre. On peut concevoir une décélération progressive de la croissance matérielle, sous conditions sociales précises, de toutes les formes de production dévastatrices et prédatrices.

Il existe des « biens publics mondiaux », qui ne peuvent être la propriété de personnes (l'éducation, la santé, l'air pur, l'eau propre, ...)

Il faut financer la mise à disposition de tous les humains de ces biens publics et de leur préservation : on pose le principe d'une fiscalité mondiale.

Il faut abandonner une conception caritative de l'aide pour une conception à base de droits.

Une fois levée l'hypothèque de la dette auto-entretenu, une fois admis le principe du contrôle du mouvement des capitaux, la question du financement interne du développement reste cruciale, mais devient soluble.

La proposition de Keynes en 1944 de créer un FMI qui soit une vraie banque internationale capable d'émettre de la monnaie pour impulser le développement est toujours d'actualité.

Il est inconcevable de généraliser à tous les pays le niveau de consommation d'énergie par habitant des pays les plus riches. Il nous paraît raisonnable de commencer à poser la question d'une décélération de la croissance au sein des pays riches de façon à ralentir le prélèvement qu'ils effectuent sur les ressources naturelles et faciliter celui des plus pauvres. L'une des

conditions est que les inégalités profondes jusque dans les pays les plus riches soient considérablement réduites.

La véritable richesse passe par un développement centré sur l'épanouissement humain, sur les droits et sur l'égalité, et non pas sur l'accumulation de biens ou de profits. La réduction du temps de travail constitue une voie prometteuse pour utiliser les gains de productivité dans la perspective d'une « économie économe », c'est-à-dire soutenable socialement et écologiquement ?